

Communisme : Théorie et Pratique

Voilà juste 150 ans paraissait à Londres le *Manifeste du Parti communiste* (1848), rédigé par K. Marx et F. Engels. Tout en militant pour une cause politique, rappelant l'Idéal platonicien de la *République* et de sa Cité communautaire, ses auteurs ambitionnent de lui donner un fondement scientifique, en la montrant à l'œuvre dans le cours de l'Histoire. Se démarquant des « systèmes socialistes et communistes » antécédents (Saint-Simon, Fourier, Owen), ils entendent élaborer un « socialisme scientifique » qui dépendrait d'une « **théorie de l'ensemble du mouvement historique** ». Leur œuvre doit être lue strictement à l'aune de ce projet et le *communisme* compris non comme un simple programme politique, mais, à l'instar de l'Idée hégélienne des *Leçons sur la Philosophie de l'Histoire universelle*, comme une doctrine ou thèse à la fois théorique et pratique sur l'Histoire dont il importe de vérifier la pertinence. On ne lui posera donc qu'une question -l'unique et véritable question-, la question adéquate ou juste (vraie) : *Peut-on parler d'un Devenir humain rationnel et partant proposer une politique raisonnable ?*

Bien que « **le spectre du communisme** » ne hante plus guère ostensiblement l'Europe, sa peur reste vivace, à en juger par la fréquence et la violence des critiques ou du rejet dont il est aujourd'hui l'objet quasi unanime, particulièrement dans les ex-pays dits communistes, devenus maintenant, exceptée la Russie, des élèves modèles du « libéralisme » le plus dur. Ses adversaires, de gauche (?) comme de droite, craindraient-ils son retour, témoignant a contrario de sa présence historique, fût-elle souterraine ou seulement envisageable (possible) ? Pour en décider, il faudrait déjà savoir ce qu'exprime ou « re-présente » précisément l'Histoire. De prime abord celle-ci se présente sous la forme d'un vaste champ de bataille dont les protagonistes seraient aussi bien les États, qu'à l'intérieur de chaque État, les classes sociales. Moins discernables parfois que les conflits externes (guerres, rivalités), les confrontations internes (insurrections, révoltes, révolutions, transformations) sont toutefois plus importantes, puisqu'elles touchent la structure sociale même et non sa seule extension géographique. Sans réduire à tout prix l'Histoire à celles-ci, on peut parfaitement la centrer autour d'elles et y chercher la clef du devenir humain / social.

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes. »

En effet une classe sociale est un groupe d'individus déterminé par un statut économique, juridiquement défini, essentiellement par la « propriété » ou non des forces (moyens) de production. Et dans la mesure où les différentes classes ne bénéficient pas des mêmes avantages matériels et culturels, selon qu'elles sont ou non reconnues comme propriétaires, les premières occupant une position dominante par rapport aux secondes, elles entrent forcément en contradiction, celles-ci entendant participer aux privilèges de celles-là et se libérer de leur oppression (servitude). L'issue d'un tel conflit prend la forme tantôt d'un bouleversement social (révolution), c'est-à-dire d'une redéfinition de la hiérarchie ou d'une redistribution des cartes du pouvoir, tantôt de la disparition pure et simple des protagonistes, lorsque les classes en présence ne représentent que des vestiges de catégories sociales archaïques, dépassées.

« Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurandes et compagnon, bref oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une lutte qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société, soit par la disparition des deux classes en lutte. »

Ce qui valait hier, vaut encore de nos jours : pourquoi, sauf à postuler une discontinuité historique inintelligible, la vérité de jadis cesserait d'avoir cours et de fertiliser nos actions : *"Les révolutions sont les locomotives de l'histoire"* (*Les Luttes de classes en France 1848-1850*). Parvenue au pouvoir à la suite d'une Révolution, la Bourgeoisie a imposé sa domination aux autres classes qui, à leur tour, cherchent légitimement et nécessairement à la renverser. Substituant à l'ancienne inégalité une nouvelle subordination, elle a logiquement ouvert la voie à de futures luttes politiques ou sociales, celles de maintenant.

« La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois. »

Parcourant toute l'Histoire, l'opposition sociale en forme la trame et permet de structurer son développement, en fonction du type de classes et de conflits qu'elle configure à chaque fois. La scène historique ressemblerait ainsi à un « théâtre » qui ne présenterait que des drames ou des tragédies successives semblables.

Est ce dire qu'obéissant à un même scénario, le cours historique répéterait une histoire identique, se contentant de broder d'infimes variations sans conséquence -« des formes différentes »- autour d'un thème similaire, l'exploitation, laissant cette dernière fondamentalement inchangée, comme semblent le croire et le disent par moments les auteurs du *Manifeste communiste* ?

« L'exploitation d'une partie de la société par l'autre, est un fait commun à tous les siècles passés. »

Dans cette hypothèse, remplaçant un assujettissement (asservissement/oppression) par un autre, l'Histoire ressemblerait à l'éternel « Retour du Même », dans lequel rien n'arrive jamais, tout ce qui se passe ou survient s'étant déjà passé ou étant toujours déjà présent (en acte). Faute de différenciation véritable, elle s'annulerait en tant que telle, plus rien ne la distinguant du cycle naturel, lui effectivement soumis à la confrontation et à la répétition (lutte pour la vie). Tout projet d'amélioration sociale, à la racine même de l'idéologie communiste / socialiste, deviendrait alors caduc ou stérile, voire s'avérerait proprement et strictement impensable. Que ni Marx ni Engels ne se soient arrêtés à cette conclusion ressort de leur distinction soulignée entre l'histoire passée (« jusqu'à nos jours »/ Préhistoire) et l'histoire future (idéale/ Histoire). Nulleraison cependant, sauf rupture inintelligible, de réserver aux générations présentes la capacité de modifier ou plutôt de transformer le passé et ainsi de faire évoluer l'état des choses.

Contrairement à la lutte pour la vie, qui ne poursuit d'autre but que sa propre conservation et ne peut varier qu'accidentellement (mutation), les antagonismes sociaux, répondant à l'impératif humain de reconnaissance, empruntent fatalement le même chemin qu'elle. Or le propre de toute re-connaissance acceptable (valable) consiste à viser l'universalité (vérité). La lutte pour la reconnaissance ne saurait se complaire dans le statu quo ou se satisfaire de la constante domination d'une classe particulière sur une autre, mais veut le règne de tous. Elle tend donc par principe à sa propre abolition et corrélativement à la constitution d'une société sans classes, dans laquelle chacun sera également reconnu par chacun. End'autres termes, elle appelle/exige l'Égalité et/ou la Liberté universelle, autant dire la Fraternité, seule conforme à l'existence authentique de l'Humanité, tout entière suspendue au *Logos*. Loin de se résumer à un sempiternel affrontement et de suivre instinctivement, comme la nature, un schéma fixe-invariant, l'Histoire signifie plutôt le dépassement de l'exploitation (inégalité) au profit de la liberté (égalité) et traduit un mouvement rationnel cohérent ou sensé. Dans le procès historique, le dernier mot ne revient pas à l'exploitation mais à la « Liberté-Égalité ». « L'histoire universelle est le progrès de la conscience de la liberté : c'est ce progrès et sa nécessité interne que nous avons à reconnaître ici » (Hegel, *La Raison dans l'Histoire* II.1).

Et de fait, si le dynamisme historique est bien régi par la lutte de classes, son sens se règle sur l'Idée de Liberté, comme en témoignent et le passage de l'esclavage au servage puis au salariat et, plus généralement, la réduction des inégalités, tout particulièrement à l'époque moderne. Celle-ci se caractérise en effet essentiellement par la simplification des antagonismes sociaux : transformation de la multiplicité des conflits antérieurs -« des patriciens, des chevaliers, des plébéiens, des esclaves, des seigneurs, des vassaux, des maîtres, des compagnons, des serfs »- en un conflit unique entre une minorité de détenteurs des moyens de production (*bourgeoisie*) et une grande majorité de ceux qui ne possèdent pour seul capital utilisable que leur corps, soit leur propre force de travail (*prolétariat*).

« Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société entière se scinde de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes qui s'affrontent directement : la bourgeoisie et le prolétariat. »

Par cette unification, la modernité clarifie la signification et hâte la solution de la lutte des classes et partant du problème historique.

Supprimant toutes les entraves anciennes, techniques et juridiques (prérogatives/ privilèges), de la production, la Bourgeoisie lui a donné un essor sans précédent (inouï), en développant les forces productives à une échelle inconnue jusqu'alors et en créant un marché mondial. « La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire » ; mais son œuvre ayant été accomplie dans le cadre des rapports de production basés sur la propriété privée, elle a rendu plus aiguë la contradiction entre des moyens de production qui sont de plus en plus un produit et donc une valeur sociale (universelle) et des rapports de production qui, concentrant leur propriété dans un petit nombre de particuliers, en réserve le profit surtout à eux et condamne le grand nombre à la pauvreté, fût-elle relative mais non moins insupportable.

« La bourgeoisie supprime de plus en plus la dispersion des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. »

Al'instar des oppositions antécédentes, la rivalité entre la bourgeoisie et le prolétariat prendra infailliblement un tournure violente voire despotique ou dictatoriale (la dictature du prolétariat). « La roue de l'histoire » n'a jamais avancé autrement qu'en s'appuyant sur la force, l'inégalité, l'injustice ou l'« oppression » ne pouvant être surmontée que par une lutte acharnée. La bourgeoisie elle-même s'est hissée au pouvoir à la suite d'une révolution qui n'a pas reculé devant la *Terreur*, face au danger de la contre-révolution : régression / rétrogradation historique. Bien qu'il soit permis de rêver à des changements pacifiques, ce qu'il est convenu d'appeler des réformes, ceux-ci ont néanmoins toujours été précédés historiquement par des soulèvements plus ou moins brutaux (émeutes, grèves, manifestations) dont les révolutions ne sont au bout du compte que l'aboutissement normal, dans une société dominée par l'inégalité.

Seulement, par contraste avec les violences passées, la violence prolétarienne s'exerçant au nom de l'immense majorité peut se prévaloir d'une légitimité supérieure.

« Tous les mouvements ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou dans l'intérêt de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité. » Sauf à contrevenir à son objectif, l'Idéal de l'égalité et donc de la « non-violence », la dictature du prolétariat ne saurait cependant perdurer. Il n'y a au demeurant aucune raison pour qu'elle s'éternise dans la mesure où son but coïncide, selon l'analyse du *Capital*, avec « la tendance historique de l'accumulation capitaliste » (I. 8. XXXII.), celle-ci conduisant d'elle-même à son autodestruction, le nombre des propriétaires (bourgeois) tendant à la limite vers zéro, tandis que celui des « sans propriété » (ouvriers / prolétaires) augmente à l'infini. La production bourgeoise/capitaliste fondée sur l'appropriation privée des forces productives est donc vouée finalement et à long terme à la disparition par la socialisation de ces dernières ou, ce qui revient somme toute au même, par la redistribution sociale de toutes les richesses, à l'encontre d'une distribution relative aux capacités individuelles ou naturelles de chacun.

« Ainsi le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie la base même sur laquelle elle a établi son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables. »

Telle est la vraie signification de la « loi de la baisse tendancielle du taux de profit » (*op. cit.* III.3.) qui relève davantage d'une logique économique-*politique* que d'un processus économique stricto sensu. Ne se vérifie-t-elle pas, aujourd'hui, avec l'extension de l'actionnariat - « Le capital par actions, en tant que forme la plus parfaite (débouchant sur le communisme) » (Lettre à Engels 2/04/58 ; cf. égal. *op. cit.* III. 5. XXVII)-, la progressivité de l'impôt, la sécurité sociale, l'école obligatoire, l'allocation familiale et la retraite par répartition, phénomènes patents en Europe en général, particulièrement dans les pays protestants ou « réformés » (germaniques) de l'Europe du Nord (Allemagne, Hollande et Scandinavie) - le *Protestantisme* en son retour au *Christianisme primitif* n'est-il pas une des sources du *Communisme* (cf. H. Broch, *Les Somnambules* III. LXXXVIII) ? Empiétant en permanence sur les prérogatives du profit personnel et/ou de la propriété privée, ces derniers désacralisent celle-ci, démontrant son caractère « provisoire » et la nécessité de la propriété commune (communiste/socialiste), également partagée entre tous les membres de la communauté, base même d'une Cité ou Société humaine digne de ce nom.

En bref, dévoilant la nature transitoire des classes sociales, basées sur une forme de propriété, et du combat qu'elles se livrent, l'Histoire représente le Communisme comme le destin de la société. Tel est le noyau de la théorie marxiste / philosophique de l'Histoire qui ne propose point une vision entièrement inédite de celle-ci, mais prolonge et achève d'autres théories antécédentes, dont elle tire ultimement tous les enseignements.

«Maintenant, en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est : 1° de démontrer que **l'existence des classes** n'est liée qu'à **des phases historiques déterminées du développement de la production** ; 2° que la lutte des classes mène nécessairement à **la dictature du prolétariat** ; 3° que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers **l'abolition de toutes les classes** et vers **une société sans classes**. » (Corr. 5/3/52)

Disons qu'elle les « révolutionne », au sens étymologique de ce mot.

Mais si l'Histoire se charge déjà de réaliser l'Idéal humain, que reste-t-il à faire ou à souhaiter ? Peut-on envisager une action politique réelle ou ne devrait-on pas plutôt se contenter d'assister passivement à ce qui se passe de toute façon, indépendamment de notre bon ou mauvais vouloir ? Une pratique politique, autre que la soumission à la fatalité historique, trouve-t-elle sa place ? On commettrait pourtant une erreur, lourde de conséquences, en assimilant la *fatalité* historique à un mécanisme aveugle et rigide qui produirait son effet, quoique les hommes désirent ou fassent. Car, entant que *fatalité historique*, elle désigne à juste titre l'essence logique ou rationnelle (sensée) des œuvres humaines, par opposition aux produits du hasard, sans l'identifier toutefois à un décret ou une puissance arbitraire qui s'imposerait extérieurement et inconditionnellement à elles.

Rien n'arrive dans l'Histoire qui ne soit voulu par les hommes et si la volonté a bien, contrairement au caprice ou à la velléité, un objet a priori définissable, les conditions de sa réalisation ne sont préinscrites nulle part mais dépendent de nous, de notre détermination et de nos actes. En clair : l'Homme ne peut pas ne pas vouloir l'égalité et/ou la reconnaissance universelle mais les hommes peuvent parfaitement hésiter sur le lieu, le moment et les moyens qui y mènent le mieux, sans que nul ne puisse trancher d'avance lesquels s'avèrent les plus adéquats ; d'où les désaccords inévitables en politique, à l'origine de disputes ou de querelles sans fin.

Pour un communiste déclaré, les choses semblent a priori claires, il importerait d'accélérer au maximum le mouvement historique et d'abolir à tout prix -fût-ce avec la plus extrême violence- et au plus vite la propriété privée.

« En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : **abolition de la propriété privée.** »

Platon préconisait déjà la même mesure au moins pour les Gardiens de sa *République* :

« En premier lieu, aucun d'eux ne possédera en propre aucun bien, à moins d'absolue nécessité. » (III. 416 d)

On éradiquerait ainsi le mal social à sa racine et engendrerait ici et maintenant, dans la douleur si nécessaire, une Société parfaite, libre et unie, en lieu et place d'une société divisée.

« **A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.** »

Et puisque cela n'a de sens qu'à l'échelle universelle, il suffirait d'en appeler à l'union des prolétaires du monde entier, pour donner corps à ce rêve.

« **PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !** »

Pourtant si les choses étaient si simples, on se demande pourquoi les premiers concernés par ce projet ne se seraient pas entendu depuis longtemps sur lui et ne l'auraient pas mis en œuvre et pourquoi Marx aurait tant tergiversé quant au lieu qui donnerait l'exemple de cette accélération historique, le situant tantôt en Allemagne ou en Angleterre voire en Amérique, tantôt en France, à laquelle il a consacré pas moins de trois études historiques.

Force est de le constater, " **la révolution prolétarienne** " et/ou universelle tarde à venir. Faut-il y voir le signe que toutes ses conditions ne sont pas encore réunies ? Peut-être. Plus radicalement on interprétera ce « retard » comme la marque de la temporalité de l'action.

Si le sens global de l'Histoire indique en effet bien une direction, sa matérialisation ne peut faire l'économie d'une analyse précise du contexte et de la situation concrète dans laquelle se trouve un pays particulier, où l'on se propose d'intervenir, tous n'évoluant pas au même rythme. Il est donc vain de proposer un programme politique identique applicable partout et toujours. Il importerait davantage, sans perdre totalement de vue la « Finalité » ou l'Idée générale, d'adapter cette dernière aux circonstances données qui diffèrent selon les lieux et les temps et qui délimitent le possible, en le distinguant de l'utopique.

« Ces mesures, bien entendu, seront fort différentes selon les différents pays. »

Quelle que soit la nature problématique de cette distinction, elle n'en est pas moins indispensable à une politique raisonnable (« réaliste »), ne confondant pas agir et rêver. Nul communiste véritable ne doit oublier cette clause incontournable de l'activité politique. Marx ne l'a pas omise dans ses textes historico-politiques, *Les luttes de classes en France (1848-1850)*, ou *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte (1852)*, voire le pamphlet *La guerre civile en France 1871*, y adoptant une optique qui, sans infirmer la ligne générale du *Manifeste*, s'en écarte parfois notablement et témoigne du caractère complexe ou non-uniforme de la dynamique historique. Il l'a d'ailleurs vigoureusement rappelée aux révolutionnaires russes avant la lettre.

« Il faut descendre de la théorie pure à la réalité russe. » (Brouillon de la réponse à V. Zassoulitch 8 mars 81)

Ces derniers et leurs successeurs ne l'ont pas constamment correctement entendu, en particulier ceux qui rêvaient de brûler les étapes et criaient à la trahison, dès qu'il s'agissait de s'écarter, fût-ce d'un pouce, du but préétabli ; pour les autres, ils ne devaient pas se faire beaucoup d'illusion sur l'œuvre qu'ils accomplissaient, " la réalité russe " se prêtant assurément fort mal à une transformation communiste, vu son retard économique, social, politique et culturel. Quant à ce qu'ils ont néanmoins réussi à réaliser et qui n'est pas rien, en tout cas certainement pas le pur négatif que veulent y voir à coup sûr des esprits ou des historiens contemporains à la fois pressés et intéressés, il appartiendra à la postérité, quand les passions seront retombées, d'en juger objectivement et sereinement.

L'achèvement d'une doctrine (science / théorie) n'exclut point la possibilité d'une pratique. Tout en délimitant a priori son cadre, l'empêchant ainsi d'errer complètement, elle lui laisse en revanche le soin d'apprécier (estimer / évaluer) justement les opportunités ou de calculer les risques (conséquences ou suites) inhérents à toute décision et action historiques/politiques. L'unité de la théorie de l'Histoire ne s'avère donc point incompatible avec la multiplicité des pratiques politiques / sociales, elle leur évite seulement, et c'est déjà énorme, de sombrer dans l'arbitraire, la fantasmagorie ou la rêverie, la plus totale, comme cela arrive fréquemment. C'est dire l'injustice dont on se rend souvent coupable en taxant le communisme de dogmatisme, alors qu'il esquisse une tendance et non une solution finie. « **Moi, je ne suis pas marxiste** » aurait avoué son auteur, vers la fin de sa vie, si l'on en croit la confiance de son ami Engels. En quoi, loin d'être définitivement mort et enterré, selon le «vœu» de maints idéologues présents, il peut absolument nous influencer ou nous inspirer positivement encore et éternellement, tant du point de vue théorique, que du point de vue pratique.

J. Brafman